

D'énormes quantités de kif saisies

De nombreux réseaux de narcotrafic démantelés

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

CAN 2019/Algérie-Kenya ce soir à 21h

Les Verts pour un démarrage en trombe

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4812 - Dimanche 23 juin 2019 - Prix : 10 DA

Page 23

Echanges commerciaux durant les quatre premiers mois

Avec 17 milliards de dollars, l'Europe premier partenaire de l'Algérie

Page 2

● Azeffoune (Tizi ouzou)

La cérémonie officielle d'ouverture de la saison estivale perturbée

Page 3

● Tizi Ouzou

Tirgwa d'Ath Ouabane, l'un des plus anciens systèmes d'irrigation de Kabylie

Page 4

De crainte de la détérioration due à la canicule

Les marchands de fruits et légumes baissent les prix



Ph/E. Soraya/J. A.

Enfin une bonne nouvelle. Les prix affichés par les marchands de fruits et légumes dans les différents marchés de la capitale sont abordables. Les citoyens ont l'occasion de s'offrir un dessert après chaque repas équilibré. Les marchands expliquent cette baisse par l'abondance des légumes et fruits, d'autres se disent obligés de baisser de peur de voir leur marchandise finir à la poubelle à cause de la canicule. Lire page 2

Pétrole

Le panier de l'Opep à près de 64 dollars le baril

Page 5

Musée national des beaux-arts

Immersion dans 600 ans d'art universel

Page 13

De crainte de la détérioration due à la canicule

Les marchands de fruits et légumes baissent les prix

■ *Enfin une bonne nouvelle. Les prix affichés par les marchands de fruits et légumes dans les différents marchés de la capitale sont abordables. Les citoyens ont l'occasion de s'offrir un dessert après chaque repas équilibré. Les marchands expliquent cette baisse par l'abondance des légumes et fruits, d'autres se disent obligés de baisser de peur de voir leur marchandise finir à la poubelle à cause de la canicule.*

Par Thinhinene Khouchi

Les commerçants ont enfin décidé d'offrir aux consommateurs un peu de répit en baissant les prix. En effet, depuis des mois, les prix des fruits et légumes étaient intouchables. Et depuis une semaine, les citoyens assistent néanmoins à une baisse sensible comparativement aux prix d'il y a quelques semaines.

34^e Congrès national de la neurochirurgie à Oran D'éminents neurochirurgiens attendus

LE 34^e CONGRÈS national de la neurochirurgie, prévu les 29 et le 30 juin courant à Oran, connaîtra la participation d'éminents chirurgiens nationaux et étrangers, a annoncé samedi le président de cette manifestation scientifique. Parmi les chercheurs les plus attendus, le professeur Bachir Bellebna a cité le professeur français d'origine algérienne, Benabid Alim Louis, détenteur du prix «Nobel américain» de médecine. Le professeur Benabid, originaire de la wilaya de Bordj Bouareidj, a reçu en 2016 le prix Nobel américain pour ses travaux sur le traitement de la maladie de Parkinson en plus d'autres prix internationaux pour ses travaux novateurs sur cette maladie et en médecine neurologique en général. «Cet éminent spécialiste devra animer deux communications sur des thèmes d'actualité de la spécialité», a indiqué à l'APS le P Bellebna. Lors de cette rencontre internationale, les experts et les spécialistes auront à débattre les possibilités d'appliquer en Algérie les nouvelles pratiques médicales et chirurgicales en vue d'assurer aux malades les soins modernes les plus avancés au monde, a-t-il ajouté. «Ce congrès constitue une précieuse opportunité pour nos praticiens afin de s'informer sur les meilleures techniques et d'acquiescer de nouvelles connaissances médico-chirurgicales pour l'amélioration continue de la prise en charge des patients», a ajouté le spécialiste. Le congrès aura comme principaux thèmes de réflexion et de débats : «la neuro-vasculaire», «la cancérologie», «le fonctionnel Parkinson», «l'endoscopie» et autres. **K.L.**

Au marché Réda Houhou (Clauzel, Alger-Centre), l'oignon est proposé entre 40 et 50 dinars le kilo, alors que trois semaines auparavant il caracolait autour de 70 dinars, soit presque le double. Quant à la pomme de terre, son prix sur le marché varie entre 45 et 60 DA le kilo. La tomate est vendue à 80 DA chez certains tandis que d'autres la proposent à 100 DA alors que durant le mois de ramadhan et même après, elle s'achetait à 140 dinars. La courgette qui se vendait il y a quelques jours à 120,00 DA, est présentée aujourd'hui à 70 DA. Les carottes ainsi que le chou-fleur sont cédés entre 60 DA et 90 DA. La salade est proposée entre 130 et 160 DA, le concombre ainsi que les poivrons sont affichés à 100 DA, les haricots verts à 120 DA. Les prix des fruits ont aussi baissé à l'image de la banane qui est proposée à 180 DA contrairement à il y a une semaine à 330 DA. De son côté, la fraise s'affiche à 140 DA chez certains marchands et 120 DA chez d'autres d'après l'état de la fraise. Le prix de la pomme locale a lui aussi été retouché passant en quelques



Ph.E. Soraya/J.A.

jours de 230 à 160 DA. La pastèque est proposée à 25 DA le kilo et les figues à 250 DA, les pêches à 180 DA. Même constat du côté des viandes. En

effet, le prix de la viande blanche est passé de 390 DA/kg il y a juste deux semaines 230 DA le kilo. La viande de dinde à 850 DA le kilo. La viande ovine locale

est proposée à 1 400 DA et la viande bovine à 1 300 DA. Les commerçants expliquent cette baisse par l'abondance des fruits et légumes, d'autres disent que «les grossistes ont baissé les prix alors nous aussi on suit». Un autre vendeur de figue nous dira : «on est obligé de baisser les prix sinon on risque de voir notre marchandise finir à la poubelle car avec la canicule, les fruits se détériorent très vite». Les citoyens qui ressortent du marché le couffin rempli ont exprimé leur satisfaction de cette baisse. «Les prix des légumes sont abordables, à l'exception du prix de la pomme de terre qui ne veut pas baisser. Le prix des fruits a connu une vraie baisse. Qui aurait cru que le prix de la banane baisserait un jour à 180 DA le kilo après avoir gonflé jusqu'à atteindre les 800 DA le kilo», nous dira une mère de famille rencontrée au marché Clauzel. «On peut enfin se permettre les cinq fruits et légumes que les médecins ne cessent de nous recommander», nous confiera cette mère de famille en ricanant : «pourvu que ça dure».

T. K.

Echanges commerciaux durant les quatre premiers mois

Avec 17 milliards de dollars, l'Europe premier partenaire de l'Algérie

L'essentiel des échanges commerciaux de l'Algérie, durant les quatre premiers mois de l'année 2019, s'est effectué avec l'Europe, soit près de 59% de la valeur globale des échanges, viennent ensuite les pays d'Asie avec 16,37% de la valeur globale des exportations du pays et 30% de ses importations. Ce sont les données communiquées hier par la Direction générale des douanes. A ce titre, les données statistiques de la direction des études et de la prospective des Douanes indiquent que durant les quatre premiers mois de 2019, les échanges entre l'Algérie et les pays européens ont atteint 17,08 milliards de dollars (mds usd), contre 16,77 mds usd pendant la même période de 2018. Faisant que les pays d'Europe demeurent les principaux partenaires de l'Algérie, sachant que 64,78 % des exportations algériennes et 53,61% de ses importations proviennent de cette région du monde, dont les pays de l'Union européenne. En effet, les exportations algériennes vers les pays européens ont atteint durant les quatre premiers mois de l'année en cours, près de 8,64 mds usd, contre 8,66 mds usd durant la même période de 2018, enregistrant ainsi une légère baisse (-

0,26%). De son côté, l'Algérie a importé des pays d'Europe pour 8,14 mds usd, au cours des quatre premiers mois de 2019, contre 8,43 mds USD à la même période de 2018, soit une baisse de 3,44%. La France, l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne restent les principaux pays partenaires de l'Algérie en Europe, a précisé la même source.

Evolution de 40% des exportations algériennes vers l'Asie

Occupant la deuxième place après les pays européens, les échanges commerciaux de l'Algérie vers les pays d'Asie représentent 16,37% de la valeur globale des exportations du pays et 30% de ses importations. Effectivement selon les données des Douanes, les pays d'Asie ont acheté des produits algériens pour un montant de près de 2,2 mds USD, durant les quatre premiers mois de 2019, contre près de 1,56 md USD à la même période de comparaison en 2018, enregistrant ainsi une augmentation appréciable de près de 40,1%. L'Algérie a importé de l'Asie pour une valeur de 4,09 mds usd, soit une hausse de 11,42 % durant la même

période de comparaison. La Chine, l'Inde et la Corée sont les principaux pays partenaires de l'Algérie dans cette région du monde, précise également la même source. Par ailleurs, les pays d'Amérique occupent la troisième place avec des proportions de 11,61% pour les exportations et de 12,35 % pour les importations. L'Algérie a exporté vers les pays d'Amérique pour près de 1,55 md usd au cours des quatre premiers mois de 2019, contre près de 2,43 mds usd à la même période de comparaison en 2018, enregistrant ainsi une baisse de 36,25%. Pour sa part, l'Algérie a acheté de cette région pour une valeur de 1,87 md usd, contre 2,25 mds usd, soit une baisse de 16,85%, détaillent les données de la DEP. De ce fait, les principaux partenaires de l'Algérie dans cette zone géographique sont respectivement les Etats-Unis d'Amérique, l'Argentine, le Brésil et Cuba. Cependant, le volume des échanges commerciaux avec les pays d'Afrique a connu une amélioration de près de 9,50%, passant de 1,05 md usd, durant les quatre premiers mois de l'année 2018 à 1,15 md usd, durant la même période de 2019. Néanmoins, malgré cette amélioration, les proportions des

échanges commerciaux entre l'Algérie et les pays d'Afrique dont l'Union du Maghreb arabe (UMA) et l'Egypte, restent «faibles», soit 5,42% de la valeur globale des exportations de l'Algérie et 2,86 % de ses importations. Les pays africains ont acheté, durant les quatre premiers mois de 2019, des produits algériens pour un montant de 722,50 millions usd, contre 700,81 millions à la même période de 2018, en hausse de près de 3,1%. L'Algérie a importé de cette région pour une valeur de 433,80 millions usd, pendant les quatre premiers mois de 2019, contre 373,33 millions usd, durant la même période 2018, soit une augmentation de 16,20%. En général, les cinq principaux clients de l'Algérie, durant les quatre premiers mois de 2019, sont : l'Italie, la France, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique et enfin la Turquie. Les principaux fournisseurs de l'Algérie sont la Chine, la France, l'Espagne, l'Allemagne et l'Italie. Durant les quatre mois 2019, les exportations de l'Algérie ont totalisé 13,33 mds usd, soit une baisse de près de 1,5%, alors que les importations ont atteint 15,17 mds usd, enregistrant eux aussi une baisse de 1,30%.

Lynda Naili

D'énormes quantités de kif saisies

De nombreux réseaux de narcotrafic démantelés

■ Aussi bien dans les grandes villes que dans la campagne, le fléau de drogue prend de l'ampleur. Les dealers se multiplient et les consommateurs aussi. Malgré les efforts de l'Etat, les quantités de résine de cannabis et d'autres stupéfiants saisis ne cessent d'augmenter et les chiffres parlent d'eux-mêmes. Plus que jamais, le pays est inondé de drogue provenant essentiellement du Maroc voisin.

Par Meriem Benchaouia

La sonnette d'alarme a, plusieurs fois, été tirée par différents organismes aussi bien sécuritaires que socio-éducatifs. Le phénomène qui touche toutes les couches sociales, sans distinction aucune, ne fait pas marche arrière, il gagne plutôt du terrain. Chaque jour, les services de sécurité font état de saisies de quantités de drogues tous types confondus cela va du kif traité à l'héroïne en passant par les psychotropes de tous genres. Le trafic de drogue à l'échelle nationale prend des proportions aussi alarmantes que dangereuses. En effet, une grande quantité de kif traité, s'élevant à 6,1 quintaux



a été saisie par les services opérationnels de la sûreté de wilaya de Boumerdès sur l'autoroute Est-Ouest dans la commune de Larbaatche (ouest du chef-lieu de la wilaya), a indiqué une source de la sûreté de wilaya. Dans le cadre de la lutte contre toutes formes de criminalité, les services opérationnels de la sûreté de wilaya ont saisi, jeudi soir, la quantité de drogue suscitée qui était à bord d'un camion sur l'autoroute Est-Ouest au niveau de la commune de Laarbaatche, a déclaré le chargé de la cellule d'information de la sûreté de wilaya. L'enquête sur cette affaire est toujours ouverte par les services de sûreté concernés, ajoute la même source. Par ailleurs, neuf narcotrafiquants en possession de 41 kilogrammes de kif traité ont été interceptés, dans l'Ouest et le Centre du pays, par des détachements de l'ANP, tandis que 61 kilogrammes ont été saisis à

Tlemcen par des garde-côtes, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des garde-côtes ont saisi, le 20 juin 2019 à Ghazaouet, wilaya de Tlemcen/2eRM, 61 kilogrammes de kif traité, alors que des détachements de l'ANP, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté neuf narcotrafiquants en possession de 41 kilogrammes de kif traité lors d'opérations distinctes menées à Tlemcen, Oran/2eRM, Bouira et Aïn Defla/1reRM», précise la même source. Aussi, une quantité de 36,5 kilos de kif traité a été saisie à Saïda et un narcotrafiquant a été arrêté, selon les services de la sûreté de wilaya. La saisie a été opérée suite à des informations parvenues au service de la BMPJ signalant les activités douteuses d'un individu qui a transformé son habitation en

PH.D.R. cours de construction à Aïn Taghat, dans la commune de Sidi Khaled, en lieu de stockage de drogue. La fouille de la construction a permis la découverte de cette quantité de drogue. Le mis en cause sera présenté la semaine prochaine devant le procureur de la République près tribunal de Saïda.

Et saisie de plus de 64 kg de kif traité à Tlemcen

Une quantité de kif traité estimée à plus de 64 kg a été saisie par les éléments de la sûreté de la wilaya de Tlemcen au cours de trois opérations distinctes, a-t-on appris hier de la cellule de communication de ce corps de sécurité. Lors de la première opération, la brigade mobile de la police judiciaire de Béni Boussaïd a réussi à mettre la main sur 29 kg de kif. Deux individus impliqués dans cette affaire ont été arrêtés et une voiture a été saisie, a-t-on indiqué de même source. Par ailleurs, les éléments de la BRI de la police judiciaire relevant de la sûreté de wilaya de Tlemcen ont mis hors d'état de nuire deux autres réseaux spécialisés dans le trafic de drogue. Le premier réseau a été démantelé suite à l'arrestation sur la RN22 reliant Tlemcen à Remchi, d'un suspect en possession d'une quantité de 198 grammes de drogue, a-t-on précisé. L'exploitation des informations données par le mis en cause a permis l'arrestation de quatre complices et la saisie de plus de 9 kg de kif traité. Aussi, les policiers ont procédé au cours de la troisième opération, à l'arrestation de deux narcotrafiquants et la saisie de 25,5 kg de kif ainsi que trois motos, a-t-on ajouté.

M. B.

AHD 54

Rebaine propose l'organisation d'une présidentielle avant la fin de l'année

Le président du parti AHD 54, Fawzi Rebaine, a proposé samedi à Alger, l'organisation d'une élection présidentielle avant la fin de l'année en cours, exprimant le souhait de voir l'institution militaire «continuer» à accompagner les revendications du mouvement populaire appelé au départ de tous les symboles de l'ancien régime.

«Nous appelons à l'organisation d'une élection présidentielle avant la fin de l'année en cours, à condition que celle-ci soit précédée par une période consacrée à la prise en charge des revendications légitimes du hirk populaire dans tous les domaines», a indiqué M. Rebaine lors d'une conférence de presse, soulignant que les revendications du peuple

étaient «claires» dès le début.

Au regard des priorités politiques et socio-économiques du pays à prendre en charge, le président de Ahd 54 a affirmé qu'«il est nécessaire avant d'engager l'opération électorale, d'assurer le départ de certains symboles tels que Abdelkader Bensalah (chef de l'Etat) et de Noureddine Bedoui (Premier ministre),

exprimant le vœu de voir l'institution militaire «contribuer davantage à l'accompagnement» du hirk populaire et à la réalisation de ses objectifs «légitimes».

Les solutions aux problèmes «existent, mais à condition de changer le régime», pour s'entendre ensuite sur un président de la République «légitime» puis opérer des réformes globales, a-t-il soutenu, mettant en garde le hirk populaire contre l'éventualité de tomber dans une impasse.

Evoquant la question de l'emblème national, Fawzi Rebaine a estimé que le drapeau de l'Algérie et les constantes de la nation algérienne sont «connus» et qu'«il est inutile de nous créer d'autres problèmes dont nous pouvons nous en passer et qui, en réalité, n'ont pas lieu d'exister».

Kamel O.

Azeffoune (Tizi ouzou)

La cérémonie officielle d'ouverture de la saison estivale perturbée

La cérémonie officielle de l'ouverture de la saison estivale dans la wilaya de Tizi ouzou a été perturbée par un groupe de jeunes qui lançaient «système dégage» à l'adresse de la délégation des autorités conduite par le wali Mahmoud Djmaa. Selon des sources concordantes, les jeunes protestataires de la venue des officiels ont attendu l'arrivée du wali au niveau de la plage Caroubier de la commune d'Azeffoune (71 km au nord-est de TiziOuzou). Ils ont contraint la délégation officielle à être expéditive dans le déroulement de la cérémonie, notamment dans la visite des stands d'exposition au niveau de la plage. A noter que le maire d'Azeffoune ainsi que les élus locaux et nationaux ont boudé la cérémonie. Par ailleurs, la wilaya de Tizi Ouzou renforcera le nombre de ses plages avec l'ouverture de celle d'Ivahrizène dans la commune d'Ait Chafaa vers la mi-juillet.

Hamid M.

Sud du pays Les jeunes s'intéressent à l'investissement dans la culture de la spiruline

LA CULTURE de la spiruline, une espèce d'algue, suscite de plus en plus l'intérêt de jeunes investisseurs dans la wilaya de Ouargla, ont rapporté les responsables de la Chambre inter-wilayas de la pêche et de l'aquaculture (CIWPA). Cet intérêt se traduit par l'orientation de jeunes vers la création de fermes aquacoles et de production d'algues de spiruline, dont plus d'une dizaine de dossiers ont été déposés au niveau de la direction de la pêche et des ressources halieutiques, a-t-on appris en marge de l'assemblée générale (AG) de la Chambre tenue la fin de semaine dernière. Ces projets ont été localisés au niveau de la zone de Hassi-Benabdallah (20 km est de Ouargla), sur une superficie de quatre hectares, pour chacun des projets qui devront être lancés après approbation des instances concernées, a-t-on indiqué. Le développement de ce segment culturel et aquacole intervient, selon le président de l'AG, suite aux résultats satisfaisants obtenus par la concrétisation, l'an dernier, d'un projet à portée pédagogique, destiné aux étudiants et chercheurs, de développement de la spiruline par l'association des apiculteurs, avec le concours de l'Institut technique d'agronomie saharienne (ITAS) de Hassi-Benabdallah. Chaker Medakène a précisé que le projet prévoit également trois bassins pilotes encadrés par deux enseignants universitaires chargés de vulgariser les données et techniques de culture de la spiruline aux étudiants et chercheurs. Le président de la CIWPA, Faouzi Hebbita, a salué, pour sa part, de pareilles initiatives visant la production de la spiruline, à la faveur de la réunion des conditions nécessaires pour le développement de cette espèce d'algues aux grandes vertus nutritionnelles, mais aussi climatiques, hydriques et éducatives. M. Hebbita a annoncé, en outre, l'organisation prochaine d'un stage pratique en direction des jeunes désireux d'investir ce créneau, leur permettant de s'initier et de se doter des techniques et modalités de montage de projet de production de cette espèce d'algues. La spiruline est une espèce d'algue utilisée une fois séchée comme complément alimentaire. Elle pousse notamment dans les plans d'eau aux caractéristiques saumâtres et fait partie des aliments aux importantes vertus nutritionnelles et thérapeutiques, eu égard à sa teneur en substances nutritives indéniables, a-t-on fait savoir.

May H.

La route qui tue

15 morts et 46 blessés durant les dernières 48 heures

■ Quinze personnes sont mortes et 46 autres ont été blessées dans 18 accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, selon un bilan de la Protection civile rendu public hier.

Par Hania F.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'Oran, avec 2 personnes décédées et 7 autres blessées, suite à une collision entre deux véhicules légers, survenue sur la RN 2, commune de Misserghine, précise la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 10 incendies urbains industriels et divers à travers les wilayas de Tamanrasset, Chlef, Mila, Khenchela, Médéa, et Bordj Bou Arréridj, ajoute-t-on.

9 morts par noyade en 48 heures à travers le pays

Neuf personnes sont décédées par noyade (6 en mer et 3 dans des réserves d'eau) durant les dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, selon un bilan de la Protection civile rendu public hier.

Dans la wilaya de Mostaganem, «un enfant âgé de 11 ans est décédé noyé dans une plage interdite à la baignade, commune d'Achacha et une per-



sonne est décédée noyée dans une zone rocheuse, commune de Sidi Lakhder», indique la Protection civile sont, par ailleurs, intervenus pour le repê-

chage d'une personne décédée noyée dans une plage interdite à la baignade, dans la commune d'Ain Zouit (wilaya de Skikda) et d'une autre décédée noyée dans une plage interdite à la baignade, dans la commune de Chlef (wilaya de Chlef).

Une personne est également décédée noyée dans une plage interdite à la baignade dans une zone rocheuse, dans la commune d'Oulhaca (wilaya d'Ain Témouchent) et une autre est décédée noyée dans une plage interdite à la baignade, dans la commune de Ghazaouat (wilaya de Tlemcen).

Il s'agit aussi du repêchage d'un enfant âgé de 11 ans décédé noyé dans une mare d'eau dans la commune de Chiffa (wilaya de Blida), d'une personne décédée noyée dans une mare d'eau au lieudit Domaine Khadraoui, commune d'El Amra (wilaya d'Ain Defla), et d'un adolescent décédé noyé dans une retenue collinaire au lieudit Cherakat, commune de Hamma Bouziane (wilaya de Constantine), détaille la Protection civile.

H. F./APS

Tizi Ouzou

Tirgwa d'Ath Ouabane, l'un des plus anciens systèmes d'irrigation de Kabylie

Tirgwa, ou les canaux d'irrigation d'Ath Ouabane, un village cerné de cèdres et enclavé au creux d'un ravin dans la montagne du Djurdjura dans la commune d'Akbil (70 km au nord-est de Tizi-Ouzou), demeure l'un des plus anciens systèmes d'irrigation de la région de Kabylie auxquels les habitants ont toujours recours. Construit de façon rudimentaire, cet ingénieux système d'irrigation qui rappelle en partie les foggaras du Sud algérien, permet d'acheminer par gravitation l'eau de deux retenues dotées chacune d'une digue pour stocker l'eau en hiver, vers des jardins potagers du village de 4 085 âmes.

La plus importante retenue est située dans la forêt qui surplombe Ath Ouabane au lieudit Oulsous et l'autre, plus proche du village, appelée Essed, se trouve à Timerdhemth. Une conduite principale part de ces retenues puis se ramifie en canaux secondaires vers les jardins.

Les connexions entre la conduite principale et les canaux secondaires, qui arrosent les jardins, sont dotées de regards qui permettent d'ouvrir ou de fermer, au moyen de chiffons ou autres objets, l'arrivée de l'eau. Un planning de partage du précieux liquide est mis en place par les villageois pour permettre à chaque agriculteur de bénéficier de sa part d'eau, a indiqué à l'APS un membre du comité du village d'Ath Ouabane, Ibrahim Mohand Ouali. Le comité de village n'intervient pas pour faire respecter le planning de répartition de l'eau, puisque c'est les propriétaires des jardins qui y veillent. Une fois qu'un cultivateur, ou plutôt une cultivatrice, puisque la culture maraîchère à Ath Ouabane, comme partout en Kabylie, est une activité exclusivement féminine, a reçu son quota d'eau, sa voisine ferme le

regard qui alimente le jardin avec des chiffons, pour qu'elle puisse recevoir l'eau à son tour. «Aucun incident dû au non-respect de la répartition de l'eau n'a eu lieu ou n'a été rapporté par nos anciens. Le programme d'irrigation, qui est très ancien et que nous n'avons jamais modifié, garantit une dotation en eau en fonction de la superficie de chaque jardin. Plus la parcelle est grande plus la durée d'irrigation est prolongée, ainsi la répartition est équitable et ne fait l'objet d'aucune contestation», a témoigné M. Ouali.

«Tirrit n'Trgwa» ou le lâcher d'eau vers les jardins, se fait le dernier vendredi du mois de mai de chaque année. L'évènement est une occasion pour les villageois de faire la fête et de partager un repas entre eux. Cette année, en raison du mois de ramadhan, l'ouverture de ce système d'irrigation n'a eu lieu que le deuxième vendredi de juin, soit le 14 de ce mois, a expliqué le membre du comité de village.

«Tafaska N'trgwa» ou partage d'eau, une tradition qui célèbre la vie

«Amane d'Imane» (l'eau c'est la vie) dit un proverbe amazigh. A Ath Ouabane ce vieil adage prend tout son sens, puisque piments, dont le célèbre «Ifelfel Aouavane» (piment d'Ath Ouabane), spécifique à ce village et réputé pour son goût exceptionnel, maïs, ails, oignons, tomates, pommes de terre, ainsi qu'une riche variété de courges et d'haricots, courgettes, fraises, cerises, figues, abricots poussent à profusion dans ce village.

«Si nous n'avions pas d'eau et surtout ces canaux d'irrigation, qui sont un legs précieux de nos aïeux, il n'y aurait pas

autant de jardins dans le village, et l'activité exigeante de maraîchage aurait disparu depuis longtemps», ont soutenu de nombreux villageois rencontrés à l'occasion de la traditionnelle fête de «Tirrit n'Trgwa». L'irrigation des jardins qui coïncide avec l'arrivée de la saison chaude, commence généralement vers le mois de juin dans ce village qui se caractérise, en raison de sa position dans un ravin, par un microclimat. Les saisons sont décalées d'une vingtaine de jours, selon les agriculteurs rencontrés sur place. La fête ou «Timchret» qui accompagne cet événement agricole est une fête de partage et de joie, célébrée par des sacrifices pour la pérennité de l'eau. Le jour du lâcher d'eau d'irrigation, les villageois débute leur journée dès 5h du matin, a-t-on appris des habitants rencontrés au niveau du site de déroulement des festivités, abritées par le mausolée du saint du village, Si Mhand Ouamrane. «Dès le lever du jour, des hommes se rendent aux deux barrages et retirent la digue faite de pierres et de troncs d'arbres, qui empêche l'eau de couler dans les canaux d'irrigation, et «Tigra» qui ont été préalablement nettoyés par des volontaires parmi les villageois, reprennent vie jusqu'à l'arrivée des pluies», ont expliqué MM. Ibrahim et Ouabed Jugurta.

De leur côté, les femmes arrivent vers le lieu où se déroule Timchret, chargées de mets traditionnels (couscous, beignets, petit lait, œufs durs, crêpes, thé, café, jus) qu'elles avaient préalablement préparés chez elles pour les partager avec les villageois et les visiteurs qui sont bénis par des sages du village installés sur une plate-forme qui domine le site. Et, ceux qui le souhaitent peuvent faire des dons. Pour la fête de cette année, quatre

veaux, dont deux achetés par le village et deux autres offerts par des donateurs, ainsi que plusieurs agneaux ont été sacrifiés. Les hommes se mobilisent pour faire des parts équitables en s'assurant que chacun des habitants ait une quantité égale en pièces nobles. Les abats sont aussi répartis alors que les têtes et pieds des veaux sont vendus aux enchères. «Le prix grimpe souvent et parfois il atteint les 10 000 DA voire plus», s'en amuse un jeune, ajoutant qu'il s'agit pourtant de la partie la moins noble du veau. L'argent de cette vente aux enchères est versé dans la caisse du village, a indiqué pour sa part M. Ibrahim. Lors de Timchret, les hommes et les femmes mangent séparément, ce qui offre à la gent féminine l'occasion de faire la fête à travers «Ourar» en chantant et en dansant. Rencontrée lors de l'Ourar, Malika Ath Maamar, cultivatrice, a insisté sur le fait que «cette fête de l'irrigation ne se résume pas au partage de viande. Sa portée dépasse cet aspect puisqu'elle est organisée pour apporter la Baraka (bénédiction) à notre village. Aussi, «jardiner permet de disposer de légumes frais et de réduire les dépenses sur le budget familial, elle est aussi une activité qui nous maintient en bonne santé physique et morale», a-t-elle ajouté.

Faroudja, 50 ans, qui rentrait de son jardin portant sur son dos un jerricane de lait frais, regrette que les jeunes filles d'aujourd'hui, qui quittent le village pour étudier ou travailler, ne puissent pas assurer la relève. «Il n'y a que des femmes de mon âge ou plus qui continuent à faire vivre nos jardins qui font la réputation de notre village et pour lesquels nous continuons de faire fonctionner notre système d'irrigation».

Asma Gh.

Pétrole

Le panier de l'Opep à près de 64 dollars le baril

■ Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), s'est établi en fin de la semaine à 63,95 dollars le baril, contre 62, 21 dollars mercredi dernier, a indiqué l'Organisation pétrolière sur son site web.



Par Salem K.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août a clôturé la séance de vendredi à 57,43 dol-

lars à Londres, en hausse de 36 cents par rapport à la clôture de jeudi.

À New York, le baril de WTI pour le contrat d'août a gagné 75 cents à 65,20 dollars. Jeudi, le

baril de Brent s'envolait de 3,91% à 64,24 dollars après avoir pris jusqu'à 4,8%, alors que le baril de WTI, référence à New York, progressé à 56,92 dollars, en hausse de 5,9%. Cette haus-

se intervient dans un contexte géopolitique particulier. Vendredi, le président américain Donald Trump a affirmé ne pas être «pressé» de répondre militairement à l'Iran, expliquant avoir annulé au dernier moment des frappes prévues jeudi soir car elles auraient fait de nombreuses victimes.

Les relations entre les deux pays se sont embrasées jeudi après que l'Iran a abattu un drone américain ayant, selon Téhéran, violé son espace aérien.

Les Etats-Unis affirment eux qu'il a été abattu dans l'espace aérien international. Selon des analystes, ce contexte fait grimper les prix du pétrole et les investisseurs craignant que l'Iran ne bloque le détroit d'Ormuz au large de ses côtes.

Dans ce cadre, l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) a souligné jeudi soir que dans le monde des échanges de pétrole, Ormuz reste «le plus important lieu de passage». «En 2018, le flux pétrolier y était en moyenne de 21 millions de barils par jour, soit l'équivalent de 21% de la consommation mondiale de produits pétroliers», selon l'EIA.

Du côté de l'Opep, la réunion

de l'Organisation avec ses partenaires à leur tête la Russie, reportée officiellement pour le début de juillet prochain à Vienne en Autriche est très attendue. Il s'agit de sixième réunion ministérielle Opep et non Opep programmée pour le 2 juillet. En décembre 2018, l'Opep avait convenu avec les pays producteurs non Opep, dont la Russie, d'une baisse de leur production de 1,2 million de barils par jour (mbj) à partir du 1er janvier 2019 répartie entre 800 000 barils pour l'Opep, dont 377 000 barils réduite par l'Arabie saoudite et 400 000 barils pour les pays partenaires dans l'accord non Opep. Cet accord de réduction de la production arrive à terme en fin de mois en cours.

Il sera question lors de la prochaine réunion de discuter des mesures que devraient prendre les pays participants pour le second semestre de 2019. Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée équatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela).

S. K.

34^e sommet de l'ASEAN à Bangkok

Discussion sur un projet de vaste zone de libre-échange

Le 34^e sommet de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a débuté ses travaux hier à Bangkok, avec notamment une réunion des ministres de l'Economie et des Finances des dix pays membres, consacrée à l'examen du projet d'accord de libre-échange (Traité de partenariat économique régional RCEP). Le RCEP ambitionne d'établir une vaste zone de libre-échange regroupant les 10 pays membres de l'ASEAN et leurs partenaires dans la région Asie-Pacifique (Chine, Japon, Australie, Inde, Corée du Sud, Nouvelle-Zélande). Un marché qui pèse

au total près de la moitié du Produit intérieur brut de la planète. Les négociations au sujet de ce projet, particulièrement promu par la Chine, ont démarré il y a 5 ans. Les appréhensions de l'Inde à ouvrir son marché, notamment aux entreprises chinoises, figurent parmi les difficultés récurrentes de ces négociations. Cependant la Thaïlande, qui assure la présidence tournante de l'ASEAN, a promis de peser de tout son poids pour faire aboutir l'accord avant fin 2019. Le conclave des ministres de l'Economie, tenu à huis clos, soumettra les conclusions de ses travaux à la réunion officielle

des dirigeants et chefs d'Etat de l'ASEAN qui se tiendra dimanche dans un palace de la capitale thaïlandaise. Le démarrage des travaux du sommet a été également marqué par une réunion à huis clos des ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN dans le cadre de la 19^e réunion du Conseil de la Communauté de sécurité politique de l'ASEAN (APSC). Lors d'une réunion de chefs d'entreprises de la région de l'Asie du Sud-Est à la veille de l'ouverture officielle du sommet, le Premier ministre thaïlandais, Prayut Cah-O-Cha, a plaidé pour l'aboutissement rapide du RCEP. «Nous envisageons de conclure

le RCEP courant cette année. Ce sera un groupement économique des plus importants au monde», a-t-il dit, assurant que les dix pays membres de l'ASEAN disposent des mécanismes appropriés pour intégrer ce grand projet et sont prêts à sceller cet accord avec ses six partenaires de la région. Le Premier ministre thaïlandais a tenu à rassurer quant à la situation économique de l'ASEAN qui conserve son dynamisme et sa forte croissance qui fait exception dans le contexte d'une économie mondiale en ralentissement et de la guerre commerciale sino-américaine. **Mahi O./APS**

Chine

Les zones pilotes de libre-échange attirent 40 000 entreprises étrangères

QUELQUE 40 000 entreprises étrangères ont été attirées par les douze zones pilotes de libre-échange de la Chine depuis que la première a été établie à Shanghai il y a plus de cinq ans, a indiqué un rapport de l'Académie chinoise du commerce international et de la coopération économique, relevant du ministère du Commerce. Au cours de cette période, les zones ont rapporté l'établissement de plus de 600 000 entreprises, d'après le rapport. Les zones ont attiré 12% des investissements étrangers dans le pays et généré 12% de l'import-export de la Chine depuis septembre 2013, note la même source. Après que la municipalité de Shanghai est devenue le premier terrain d'essai en 2013, le pays a établi onze autres zones pilotes dans ses régions côtières, telles que le Guangdong et le Fujian, ainsi que dans les provinces à l'intérieur des terres, notamment le Shaanxi et le Sichuan. **R. E.**

Blanchiment d'argent

Le Panama à nouveau sur la liste «grise» du Gafi

Le Groupe d'action financière internationale (Gafi) a remis le Panama sur sa liste «grise» des pays qui ne coopèrent pas suffisamment pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, a annoncé le gouvernement panaméen. «Bien qu'il reconnaisse les progrès réalisés par le Panama et son engagement au plus haut niveau politique, le Gafi, réuni cette semaine en session plénière (à Orlando, Floride, ndr) a décidé d'inscrire le Panama sur sa liste grise», a déclaré, lors d'une conférence de presse, la ministre de l'Economie et des Finances, Eyda Varela de Chinchilla. Le Panama, inscrit sur la liste «grise» du Gafi en 2014, en avait été retiré deux ans plus tard après s'être engagé à introduire plus de

transparence dans son système financier et bancaire. Le respect de ces engagements a été jugé insuffisant. Selon le Gafi, le Panama «a pris des engagements politiques de haut niveau» pour «renforcer l'efficacité» de ses politiques pour la prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme. Toutefois, le pays doit encore «renforcer» certaines de ces politiques pour «réduire» certains risques et «garantir des sanctions effectives» qui bloquent la possibilité de blanchir des capitaux, indique un document du Gafi. Après la décision du Gafi d'inscrire de nouveau le Panama sur sa liste «grise», la ministre de l'Economie et des Finances a déclaré que son pays s'engageait à appliquer ses recommandations. Créé en 1989, le

Gafi a pour objectif d'assainir le système financier international en incitant les gouvernements à adopter des législations contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Il est actuellement sous présidence américaine. Plus de 200 délégués des 38 pays membres de l'organisation, des Nations unies, du Fonds monétaire international (FMI), de l'Union européenne et de la Banque mondiale se sont réunis en session plénière cette semaine à Orlando, aux Etats-Unis. Alors que le Panama était un des rares pays au monde où l'évasion fiscale n'était pas un délit mais une simple faute administrative, le gouvernement a fait voter en janvier un projet de loi prévoyant des peines allant jusqu'à cinq ans de prison. **Agences**

Ghardaïa

Plus de 44 000 quintaux de raisin de table précoce et bio attendus

■ Une récolte de plus de 44 000 quintaux de raisin de table précoce et «Bio» est attendue dans la wilaya de Ghardaïa durant la campagne de vendange 2019, entamée ce week-end, a indiqué l'ingénieur chef, responsable des statistiques à la Direction des services agricoles.

Par Anissa H.

Dans un paysage désertique et poussiéreux enserré entre les localités de Mansourah et Hassi-Lefhal d'une part, et entre Hassi Ghanem et El-Menea sur l'axe de la RN-1, des centaines de vigneron ont commencé les premiers coups de sécateur dans les zones vignobles estimées, selon Khaled Djebrit, à 440 hectares, dont 257 hectares productifs. Accroupi devant un rang de vignes, les vignerons coupent soigneusement dans une ambiance festive, la grappe de raisin en enlevant les feuilles qui gênent avant de l'entreposer dans des cageots. Selon le responsable des statistiques de la DSA, la production viticole dans la wilaya est estimée à plus de 44 000 qx, dont 40% de variété de raisin «Sabelle» 30% de variété «Cardinal» et 30% des variétés «Dattier» et «Muscat». La filière viticole dans la wilaya de Ghardaïa a débuté, a expliqué M. Djebrit, avec 70 hectares durant l'année 2000, à la faveur du lancement du plan national de développement agricole (PNDA), avant d'atteindre en 2019 les 440 hectares. Les professionnels du secteur estiment que l'ensoleillement qu'a connu la région de Ghardaïa durant les mois d'avril



Ph. > D. R.

et mai ont favorisé une croissance et une maturation optimale de la vigne et de ses raisins, qui augurent une bonne qualité. Cette hausse de la productivité est favorisée par l'utilisation des cépages productifs, le renouvellement des palissades par les viticulteurs pour optimiser l'exploitation de leurs terres ainsi que l'introduction des techniques culturales modernes, a ajouté le responsable à la DSA. «Les conditions climatiques idéales ont en effet permis aux raisins d'atteindre leur maturité plus tôt

dans le sud de la wilaya», a-t-il précisé. «De par le climat, l'eau et la qualité du sol, les régions de Hassi Lefhal et El Menea se prêtent à la viticulture et donnent de grandes grappes dépassant souvent le poids de deux kilos», a indiqué à l'APS Khaled Bahaz, un viticulteur à Hassi Lefhal. «Tout pousse sur cette terre irriguée par une eau minérale extraite des entrailles du sol», a expliqué l'agriculteur, précisant que le seul problème rencontré est la rareté de la main-d'œuvre, une main-d'œuvre qu'il faut ramener soit du

nord du pays soit parmi les subsahariens, les jeunes de la région se désintéressant au travail de la terre. De nombreux habitants de Ghardaïa possèdent des vignes dans leurs courtes ou palmeraies, pour leur autoconsommation, a aussi relevé Khaled Djebrit, signalant que la commercialisation de la production de raisin précoce se fait actuellement au niveau des souks et marchés locaux ou le prix oscille entre 250 et 300 DA le kg, ainsi que nationaux offrant ainsi une source de revenus aux

agriculteurs. Les régions viticoles de Ghardaïa se mettent à l'heure des vendanges en produisant du raisin de qualité et stimulant de nombreuses activités tels que le commerce et le transport. L'année précédente la production de raisin de table avait atteint 42 000 qx dans la wilaya de Ghardaïa, dont une partie a été exportée comme raisin de table «Bio» vers l'Europe, a fait savoir le responsables à la DSA.

A. H. /APS

Sud et Hauts-Plateaux

D'importants programmes pour l'aménagement des lotissements sociaux

L'Urbanisme et de la Ville, Kamel Beldjoud, a fait état à El-Oued, d'importants programmes destinés à l'aménagement des lotissements sociaux dans le Sud et les hauts-Plateaux, contenus dans les décisions adoptées dernièrement en Conseil interministériel. S'exprimant dans un point de presse en marge de sa visite de travail dans cette wilaya, le ministre a indiqué que d'importants programmes destinés à l'aménagement des lotissements sociaux dans les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, ont été contenus dans les décisions adoptées dernièrement en conseil interministériel. Un financement de 92 milliards DA est prévu pour les travaux d'aménagements des lots de terrain destinés à l'auto-construction, y compris la réalisation d'accès, de réseaux d'eau potable et d'assainissement, et un autre de 98 milliards DA pour les réseaux d'électricité et de gaz naturel, a-t-il ajouté. Il a été décidé aussi l'octroi d'aides financières aux bénéficiaires des lots de terrains à bâtir de l'ordre de 700 000 l'unité dans les wilayas des Hauts-Plateaux et d'un million DA dans

celles du Sud, une décision prise pour la première fois en faveur des bénéficiaires de lotissements sociaux dans ces régions, selon M. Beldjoud. Le ministre a fait part, en outre, de la délimitation de 362 000 lots de terrains destinés à l'auto-construction dans les wilayas des Hauts-Plateaux et du Sud, dont 280 000 lots prêts à l'attribution. Auparavant, Kamel Beldjoud a

procédé au lancement d'un chantier de réalisation de 360 logements de type promotionnel aidé au niveau de pôle universitaire de la commune d'El-Oued, avant d'inspecter le projet de 500 logements du programme de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) dans la même commune. Au terme de sa visite de travail, le ministre de l'Habitat, de

l'Urbanisme et de la Ville a tenu une rencontre avec les cadres du secteur, au cours de laquelle un exposé exhaustif lui a été présenté sur la situation du secteur dans la wilaya d'El-Oued. M. Beldjoud a annoncé, lors de cette rencontre un programme de 1 000 logements de type promotionnel aidé, 500 aides à l'habitat rural (pouvant être revu à la hausse), ainsi qu'un financement de 1,4

milliard DA pour les travaux d'aménagement en faveur de la wilaya, avant de procéder à une remise de six titres d'attribution de logements promotionnels à leurs bénéficiaires. Le ministre a fait l'annonce, par ailleurs, d'une opération d'attribution de plus de 100 000 unités de logements à être entamée avant la fin juin courant à travers le territoire national.

Nabila T.

Djelfa

Production provisionnelle de plus de 713 000 qx de céréales

Une production provisionnelle de plus de 713 000 qx de céréales (toutes variétés confondues) est attendue à Djelfa, au titre de la présente campagne moissons-battage 2018/2019, ouverte officiellement à travers la wilaya, selon la direction des services agricoles (DSA), qui s'appuie dans ses prévisions sur les précipitations considérables enregistrées, durant cette saison agricole. Le coup d'envoi de cette campagne moissons-battage a été donné à partir d'un champ releté d'un particulier de la commune de Taâdhimt (50 km au sud de Djelfa), au niveau duquel une fiche technique sur la filière céréalière a été présentée aux autorités locales. Selon les informations fournies sur place, cette production provisionnelle se répartie à raison de plus de 508 000 qx d'or-

ge, sur une surface ciblée de près de 47 000 ha, outre 180 000 qx de blé dur sur une surface ciblée de 7100 ha, 7000 qx de blé tendre et 17 000 qx d'avoine sur une surface ciblée de plus de 1100 ha. Cette campagne a mobilisé près d'une soixantaine de moissonneuses-batteuses, dont 43 relevant de particuliers et le reste fourni par la Coopérative de céréales et légumes secs de wilaya. Toujours selon les mêmes informations, les capacités de stockage de la wilaya de Djelfa sont estimées à près de 55 000 qx, au moment où les installations louées auprès des minoteries de Djelfa dont dotées d'une capacité d'accueil de plus de 97 000 qx. A noter que la filière céréalière est considérée comme secondaire dans la wilaya, au vue de sa dépendance des chutes de pluies, à l'exception de cer-

taines exploitations s'appuyant sur les nouveaux systèmes d'irrigation (dont le goutte-à-goutte). Néanmoins, la production de cette année a été favorisée par les importantes chutes de pluie enregistrées en septembre dernier dans la wilaya, à l'opposé de la campagne écoulée ayant enregistré une faible pluviométrie. Ces prévisions à la hausse ont été très bien accueillies par les agriculteurs de la wilaya, qui y voient, outre une hausse du rendement céréalière de la wilaya, la garantie d'une bonne disponibilité de fourrages pour le cheptel local, considérant que la filière d'élevage ovin est dotée d'une importance capitale pour cette wilaya, dont les viandes rouges sont réputées à l'échelle nationale.

R. R.

Mauritanie

Début du vote pour l'élection du nouveau président

■ Les Mauritaniens ont commencé à voter hier pour élire leur président, qui devra non seulement préserver la stabilité, mais aussi en améliorer la situation économique et le bilan en matière de droits humains.



Par Amel O.

Ce scrutin doit marquer la première transition entre un président sortant Mohamed Ould Abdel Aziz et son successeur élu dans ce pays. Les bureaux de vote installés pour accueillir les quelque 1,5 million d'inscrits ont généralement ouvert à l'horaire prévu de 07h00 GMT. Ils doivent fermer à 19h00 GMT, les premiers résultats étant attendus en début de semaine prochaine. Les Mauritaniens devront choisir entre six candidats en lice dont, Mohamed Ould Cheikh Mohamed Ahmed, un proche du président sortant. Militaire de carrière entré dans l'armée en 1978, il est devenu chef d'état-major en 2008, avant

un passage au gouvernement comme ministre de la Défense de novembre à mars 2018. Face à lui se présente notamment l'ancien Chef du gouvernement de transition (2005-2007), Sidi Mohamed Ould Boubacar, soutenu par une coalition comprenant le parti Tewassoul, principale force d'opposition, et des petites formations dissoutes faute de résultats électoraux suffisants, issues de la majorité. Le militant antiesclavagiste Biram Ould Dah Ould Abeid est de nouveau candidat. La liste comprend également Mohamed Ould Mouloud, chef du parti de l'Union des forces du progrès (UFP, gauche). Il est soutenu par l'opposition historique incarnée par Ahmed Ould Daddah, président du Rassemblement des forces

démocratiques (RFD), atteint par la limite d'âge (75 ans). Le candidat malheureux à la présidentielle de 2009 (moins de 2%) et journaliste, Baba Hamidou Kane, ainsi qu'un nouveau venu, Mohamed Lemine El-Mourteji El-Wavi, expert financier et haut fonctionnaire au Trésor mauritanien. Arrivé au pouvoir en 2009, Mohamed Ould Abdel Aziz, qui était alors général, s'est ensuite fait réélire en 2014. Il a assuré la stabilité de ce pays de 4,5 millions d'habitants frappé dans les années 2000 par des attentats terroristes et les enlèvements d'étrangers en menant une politique volontariste : remise sur pied de l'armée, surveillance accrue du territoire et développement des zones reculées.

Ould Abdel Aziz : «Je resterai un citoyen intéressé par la vie politique dans mon pays»

Le président mauritanien sortant, Mohamed Ould Abdel Aziz, a assuré qu'il ne chercherait pas à devenir «Premier ministre» après l'installation de son successeur et qu'il resterait «un citoyen mauritanien intéressé par la vie politique» dans son pays. «Je ne serai pas Premier ministre, mais je resterai un citoyen mauritanien intéressé par la vie politique dans mon pays», a souligné jeudi soir le président sortant, lors d'une conférence de presse retransmise en direct à la télévision. M. Abdel Aziz qui n'est pas candidat à sa succession en

raison de l'expiration de son deuxième et dernier mandat, a rappelé à plusieurs reprises son engagement au côté du candidat Mohamed Ould Cheikh Mohamed Ahmed, dit «Ould Ghazouani». Les autres candidats en lice pour le scrutin de samedi ont déploré qu'il s'agisse d'une position prise «par celui qui devrait demeurer un arbitre gardant la même distance par rapport à tous les candidats». Le président mauritanien sortant a, par ailleurs, indiqué qu'aucun texte de loi ne lui interdit de se représenter, à l'avenir, pour briguer de nouveau le siège de président de la République, «mais cela reste une question d'avenir».

A. O./APS

Libye

Les vols à Tripoli suspendus suite à des tirs de roquettes

LES VOLS ont été suspendus dans l'aéroport de Tripoli, à la suite des tirs de roquettes tombées dans son périmètre, a indiqué un porte-parole de la compagnie aérienne Libyan Airlines. «L'aéroport international de Mitiga a été visé, nous avons déroté un de nos vols en provenance d'Istanbul vers l'aéroport de Misrata», situé 200 km plus à l'est, a indiqué à l'AFP Mohamed Ghnewa, porte-parole de la Libyan Airlines. «Les vols ont été suspendus temporairement à cause de cet incident», a-t-il précisé. L'origine des tirs demeure pour l'instant inconnue. L'aéroport de Mitiga a déjà été fermé à plusieurs reprises à cause des combats qui se déroulent entre les forces loyales au gouvernement d'union nationale (GNA) – reconnu par la communauté internationale et basé à Tripoli – et les forces du maréchal Khalifa Haftar, qui a lancé une offensive le 4 avril pour conquérir Tripoli. Mitiga est une ancienne plateforme militaire utilisée pour le trafic civil en remplacement de l'aéroport international de Tripoli, gravement endommagé en 2014 par des combats. Seules les compagnies aériennes libyennes opèrent dans le pays, assurant des vols intérieurs et des liaisons régulières avec quelques pays, dont la Tunisie et la Turquie. Située à l'est de Tripoli, cet aéroport avait été la cible le 8 avril d'un raid aérien des forces loyales à Haftar, provoquant la suspension du trafic qui a été limité plus tard aux vols nocturnes jusqu'au 22 avril.

Farid M.

R. M.

Sahara occidental

Appel à la surveillance de la situation des droits de l'Homme

Les participants à la 38^e session ordinaire du Comité des représentants permanents (COREP) de l'Union africaine (UA) qui se tient à la capitale éthiopienne Addis Abeba, ont appelé à la mise en œuvre des résolutions du Conseil exécutif relatives au parachèvement de ses missions inhérentes à la surveillance de la situation des droits de l'Homme dans les territoires occupés de la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Selon l'Agence de presse sahraouie (SPS), cet appel a été lancé lors des réunions de la 38^e session ordinaire du Corep de l'UA, préparatoires à la 35^e session ordinaire du Conseil des ministres des Affaires étrangères des Etats de l'UA et à la 12^e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA, prévues du 4 au 7 juillet 2019 à la capitale nigérienne Niamey. Lors du débat du rapport de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP), cette dernière a réitéré son appel à la mise en œuvre des résolutions du Conseil exécutif relatives au

parachèvement de ses missions inhérentes à la visite des territoires occupés de la RASD et à la surveillance de la situation des droits de l'Homme. La première partie de la visite aux camps des réfugiés sahraouis et aux territoires libérés effectuée en 2012 a été saluée par la CADHP, tandis que la deuxième partie de cette visite a été interrompue la même année, en raison des obstacles dressés par le Maroc. L'ambassadeur sahraoui en Ethiopie et représentant permanent auprès de l'UA, Lamine Baali, a évoqué «la situation des droits de l'Homme dans les territoires occupés de la RASD et les graves violations commises par le Maroc en permanence contre les citoyens sahraouis», mettant en garde contre «la gravité de ces dépassements», en dépit des appels lancés, à maintes reprises, par les autorités sahraouies et les organisations et instances de protection des droits de l'Homme. L'ambassadeur sahraoui a réitéré la demande du gouvernement de la RASD pour «la mise en œuvre de la décision du Conseil exécutif de 2017 rela-

tive au parachèvement des missions de la CADHP dont la visite des territoires occupés et l'élaboration de rapports sur la situation des droits de l'Homme», rappelant le statut politique et juridique de la région, étant un territoire toujours sous occupation. La gravité des violations des droits de l'Homme dans ce territoire occupé a atteint des niveaux «alarmants», d'autant que des rapports d'ONG, des observateurs et des témoins oculaires ont fait état de cas de torture et de maltraitance, enregistrés notamment lors des événements survenus, quelques semaines avant, dans la ville occupée de Smara, a-t-il déploré, qualifiant le jugement de militants civils sahraouis par des tribunaux militaires de «violation flagrante des droits de l'Homme». Par ailleurs, les tentatives de la délégation marocaine de déformer et de réinterpréter le rapport de la CADHP ont été toutes vouées à l'échec, d'autant que ce rapport dénonce les violations dans les territoires sahraouis occupés par le Maroc.



En cas d'attaque américaine

L'Iran menace d'un embrasement régional

■ L'Iran a averti hier les États-Unis que la moindre attaque contre son territoire aurait des conséquences dévastatrices pour les intérêts dans la région, après que le président américain eut annulé à la dernière minute des frappes de représailles contre la République islamique.

Rosa C.



PH. A. D. R.

«**T**irer une balle en direction de l'Iran mettra le feu aux intérêts de l'Amérique et de ses alliés dans la région», a déclaré le général de brigade Abolfazl Shekarchi, porte-parole de l'état-major conjoint des forces armées iraniennes dans un entretien à l'agence Tasnim. Le président américain Donald Trump a affirmé vendredi avoir annulé à la dernière minute des frappes contre l'Iran pour éviter un lourd bilan humain, tout en maintenant ses menaces de représailles contre Téhéran qui avait abattu

la veille un drone américain. «Nous étions armés et prêts à riposter (dans la nuit (de jeudi à vendredi) contre trois sites différents quand j'ai demandé combien (de personnes) allaient mourir», a-t-il raconté dans une série de tweets détaillés. «150 personnes, Monsieur, a été la réponse d'un général. 10 minutes avant la frappe, je l'ai stoppée, c'était disproportionné par rapport à une attaque contre un drone». En dépit des affirmations répétées des États-Unis et de l'Iran selon lesquelles ils ne cherchent pas la guerre, l'escala-

de et la multiplication des incidents dans le Golfe font craindre un embrasement. D'autant que des deux côtés, on multiplie les déclarations incendiaires. Le président Trump a ainsi réaffirmé qu'il ne souhaitait pas la guerre avec l'Iran mais que si elle éclatait elle provoquerait «un anéantissement comme on n'en a jamais vu avant». Le général Shekarchi a lui menacé «l'Amérique et ses alliés» d'être intégralement «consommés» en cas d'attaque. La destruction jeudi d'un drone de l'US Navy par l'Iran a provoqué un nouvel accès de fièvre. L'Iran affirme disposer de «preuves irréfutables» montrant que le drone américain abattu était entré dans son espace aérien et a déposé

une plainte à l'ONU. Washington affirme que l'aéronef a été touché dans l'espace aérien international. Les États-Unis ont demandé la tenue lundi d'une réunion à huis clos du Conseil de sécurité de l'ONU, selon des sources diplomatiques. Accusant Téhéran de «rejeter les ouvertures diplomatiques de Washington», l'envoyé spécial des États-Unis pour l'Iran, Brian Hook, a affirmé vendredi que l'Iran devait «répondre à la diplomatie par la diplomatie, pas par la force». M. Hook a tenu ces propos lors d'une visite sur une base militaire en Arabie saoudite, pays allié des États-Unis et engagé avec Téhéran dans une lutte d'influence régionale depuis plusieurs années. «Les Iraniens répondront à la diplomatie par la diplomatie, au respect par le respect et à la guerre par une défense acharnée», a répondu sur Twitter le porte-parole de la diplomatie iranienne, Abbas Moussavi. Selon lui, la «diplomatie» américaine est synonyme de «#TerrorismeEconomique et de guerre» et de violation «de la parole donnée» ainsi que des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Son ministre a annoncé avoir convoqué hier le chargé d'affaires des Emirats arabes unis – pays d'où avait décollé le drone abattu – pour protester «fermement» contre «la mise à disposition de forces étrangères d'installations en vue d'une agression» contre l'Iran. De son côté, Londres a annoncé que son ministre d'État chargé du Moyen-Orient,

Andrew Murrison, aujourd'hui dimanche à Téhéran pour plaider en faveur d'«une désescalade urgente». Cité par l'agence officielle iranienne, le général de brigade Amirali Hajizadeh, chef de la branche aérospatiale des Gardiens de la Révolution, armée idéologique iranienne, a semblé répondre vendredi aux propos de M. Trump ayant laissé entendre que l'attaque contre le drone pourrait être dû à une «erreur humaine» côté iranien. «Il est possible que cette violation (de l'espace aérien) ait été commise par un général ou quelques opérateurs (de drone) américains», a-t-il dit. Vendredi, le général Hajizadeh avait présenté à la télévision d'État des «débris» du drone récupérés «dans les eaux territoriales» iraniennes. Les tensions entre Washington et Téhéran ne cessent de monter depuis le retrait américain en mai 2018 de l'accord international sur le nucléaire iranien suivi du rétablissement de lourdes sanctions américaines contre l'Iran, privant ce pays des bénéfices économiques qu'il escomptait du pacte. Elles se sont intensifiées avec de récentes attaques contre des pétroliers dans la région du Golfe, imputées par Washington à Téhéran, qui dément toute implication. Et alors que les États-Unis renforcent leur dispositif militaire au Moyen-Orient, l'Iran a annoncé que ses réserves d'uranium enrichi dépasseraient à partir du 27 juin la limite prévue par l'accord.

R. C.



Impuissance

Candidat

Par Fouzia Mahmoudi

Bien avant son arrivée effective à la tête des Républicains, il semblait inéluctable que Laurent Wauquiez atteigne les plus hautes fonctions au sein de la droite où il a rapidement réussi à s'imposer. Mais son passage à la direction LR aura été des plus calamiteux, avec un bilan peu brillant et une certaine responsabilité dans la perte massive d'électeurs et de scores électoraux humiliants pour un parti qui a dominé (sous ces différentes dénominations) la scène politique française. Aujourd'hui, après la démission contrainte de Wauquiez, peu se pressent au portillon pour le poste de président des Républicains. Pourtant, le poste attire, malgré tout, certaines figures notables du parti telles que Christian Jacob. A 59 ans, le président des députés LR de l'Assemblée nationale est pressenti pour accéder au sommet du parti, en pleine crise depuis la déroute des européennes. La candidature de Jacob à la tête du parti de droite, poussée par les ténors du mouvement, est pressentie dans les prochains jours. Mais s'il succède à Laurent Wauquiez, parti le 2 juin dans le sillage de la déroute aux élections européennes, Christian Jacob en constituera l'antithèse. Agriculteur de profession, bras armé victorieux de Jacques Chirac auprès de l'électorat paysan pendant la campagne présidentielle de 1995, le député de Seine-et-Marne est aux antipodes du produit de l'élite, qui a fait des terroirs d'Auvergne-Rhône-Alpes sa base arrière. Fidèle parmi les fidèles, Christian Jacob, 59 ans, a été trois fois ministre sous la présidence de Jacques Chirac (à la Famille, au Commerce puis à la Fonction publique) avant de devenir le lieutenant de Jean-François Copé, à qui il a succédé à la présidence du groupe LR de l'Assemblée en 2010. Son entourage assure que sa décision n'a rien de prémédité. «Il n'était pas au départ dans cet état d'esprit», avancent ses proches. Mais face à l'avalanche d'appels du pied, le président de l'Association des maires de France et ami François Baroin le premier, Nicolas Sarkozy, puis Laurent Wauquiez lui-même, il a décidé de se lancer. En tant que président de groupe, la douzaine de parrainages d'élus nécessaire lui est acquise. Quant à la ligne idéologique, Christian Jacob n'en a qu'une, celle du parti, sans états d'âme. Peu de risque donc d'être mal accueilli par les militants LR, qui, il y a moins de deux ans, ont plébiscité Laurent Wauquiez à 74%. Reste à savoir si Jacob réussira là où Wauquiez a échoué en rassemblant les différents courants du parti de droite et en mettant au point un programme qui intéresse à nouveau ces électeurs qui ont déserté LR pour se tourner vers Emmanuel Macron ou Marine Le Pen.

F. M.

Manifestations à Hong Kong

La police menace de sévir après le blocage «illégal» de son QG

La police de Hong Kong a annoncé hier une enquête contre les manifestants qui, vêtus de noir et armés de parapluies, ont bloqué la veille son quartier général pour exiger la démission de la cheffe du gouvernement du territoire, jugeant leur action «illégal» et «irrationnelle». «La police a fait preuve de la plus grande tolérance à l'égard des manifestants qui se sont rassemblés devant le quartier général mais leur manière d'exprimer leurs revendications est devenue illégale, irrationnelle et déraisonnable», a-t-elle affirmé dans un communiqué. «La police enquêtera de façon rigoureuse sur ces activités illégales», a-t-elle ajouté. Selon elle, une soixantaine d'appels d'urgence n'ont pu être traités à cause du blocage. Treize membres du personnel de la police ont été «envoyés à l'hôpital pour être soignés», a-t-elle par ailleurs affirmé, sans préciser les raisons de ces hospitalisations. Des petits groupes de sympathisants ont apporté des fleurs aux policiers en signe de soutien. «Nous sommes très en colère. Nous pensons que Hong Kong est un endroit très pacifique et que nous devrions exprimer nos idées pacifiquement», a déclaré

à l'AFP Tsoi Hak-hin, 52 ans. Vendredi, des milliers de personnes s'étaient massées devant le quartier général de la police pour exiger la démission de la cheffe de l'exécutif pro-Pékin Carrie Lam, la libération des manifestants arrêtés et une enquête sur la répression musclée des rassemblements par la police, au cours de la plus grave crise traversée par l'ex-colonie britannique depuis des dizaines d'années. Le territoire semi-autonome est depuis plusieurs semaines le théâtre d'une contestation historique – un million de personnes dans les rues le 9 juin, près de deux millions de protestataires le 16, contre un projet de loi visant à autoriser les extraditions vers la Chine continentale. Devant la pression de la rue, M^{me} Lam a annoncé la suspension du texte, mais les contestataires réclament sa démission ainsi que le retrait définitif du projet de loi. Sans leader, les manifestants jeunes et pacifiques ont mené diverses actions de désobéissance civile dans la ville vendredi, semblant vouloir prendre de court les autorités. Pour beaucoup vêtus de noir, la couleur choisie pour le rassemblement monstre de dimanche dernier, ils se sont

d'abord rassemblés tôt le matin devant le parlement local. Ils ont ensuite bloqué temporairement Harcourt Road, une grande artère située à proximité, et ils se sont introduits dans plusieurs administrations. Puis ils ont convergé dans une chaleur étouffante vers le quartier général de la police en exigeant la libération des manifestants arrêtés ces derniers jours et en criant «Honte aux policiers voyous». Certains protestataires ont déplacé des barrières de sécurité pour ériger des barricades devant le siège de la police, tandis que d'autres bloquaient les caméras de surveillance. La manifestation s'est finalement dispersée vers 04h00 du matin (20h00 GMT vendredi). «Nous devons être fluides comme l'eau pour pouvoir battre en retraite ou nous regrouper et s'adapter», a expliqué Chris, l'un des manifestants, citant une tactique de la star des arts martiaux Bruce Lee. Bernard, un autre manifestant de 21 ans, a comparé le fonctionnement du mouvement de contestation à l'intelligence artificielle. «Les gens apprennent par eux-mêmes, personne ne leur dit quoi faire, ils s'adaptent juste à différentes situations».

Musée national des beaux-arts

Immersion dans 600 ans d'art universel

■ Dans un environnement idyllique, niché entre le complexe Ryadh El feth et le jardin d'Essai d'El Hamma, le Musée national des beaux-arts propose à ses visiteurs un voyage à travers six siècles d'histoire de l'art universel, à la faveur d'un nouveau parcours muséal, dans une bâtisse bientôt centenaire, renfermant l'une des plus importantes collections du continent.

Par Adéla S.

Pas moins de 8 000 œuvres d'art, peintures, sculptures, livres anciens, moulages et autre mobilier, constituent la collection de cet imposant musée de style art-déco, conçu en quatre étages et ouvert en 1930 par les autorités coloniales françaises en célébration du «centenaire de la prise d'Alger». Le musée propose une exposition permanente intitulée «Histoire de l'art universel». Il s'agit d'un nouveau parcours remontant l'histoire de l'art depuis la plus ancienne œuvre de la collection, «Le baptême du Christ» (1367) du peintre italien Barnaba Da Modena (1328-1386).

Le visiteur découvre par la suite le «Salon carré» où les œuvres de Rembrandt représentent l'école hollandaise à côté de l'académie royale de peinture, ou encore des peintures de l'école italienne accrochées dans un salon authentique, dont le «Portrait d'Alexandre de Medicis» de l'Italien Pontormo, datée du XVI^e et restauré en 2010 dans le laboratoire du musée.

De salle en salle, le visiteur voit l'évolution des grandes écoles d'art à travers les œuvres de leurs fondateurs, le classicisme d'Antoine-Jean Gros, l'impressionnisme de Claude Monnet, auteur d'une des œuvres majeures du musée, «Les rochers de Belle-Ile» (1886) ou encore les courants des symbolistes et des fauvistes.

Le parcours est coupé par une halte sculpture avec entre autres grand noms Auguste Rodin et Charles Despiau, avant de continuer le parcours jusqu'à l'école du cubisme et les fameux croquis de Pablo Picasso.

L'installation de ce nouveau parcours a été motivée par la



volonté de mettre à la disposition du public un parcours «didactique et chronologique, balisé par une nouvelle signalétique». Cependant le musée ne dispose pas de guide ni d'audio guide pour les visiteurs.

Avec la même conception, la salle Bachir-Yelles abrite l'exposition «L'épopée», retraçant l'histoire d'Alger. Cet espace donne accès à la pergola, où sont exposés de nombreuses sculptures – un des atouts majeurs du musée – une grande terrasse avec une vue imprenable sur le jardin d'essai et la baie d'Alger.

Monet, Corot, Bourdelle, Racim parmi d'autres

L'œuvre de l'Italien Barnaba Da Modena, reproduisant des scènes bibliques, représente le plus ancien trésor de cette bâtisse. Daté de 1367, ce tableau est exposé dans une vitrine en verre.

Connu pour être un des fondateurs du courant impressionniste Jean-Baptiste Camille Corot propose ses deux toiles

intitulées «Paysages d'Ile de France». D'apparence anodines, elles puisent leur particularité dans leur histoire. Le peintre avait exécuté ces dessins sur les murs d'un kiosque, avant que les peintures ne soient transposées sur la toile.

Dans le même courant artistique le musée expose fièrement la pièce maîtresse de sa collection, «Les rochers de Belle-Ile» de Claude Monnet, une œuvre majeure de l'impressionnisme.

Dans le «Cabinet des estampes» trône l'œuvre majeure de la miniature algérienne, «L'histoire de l'Islam», signée des mains d'un des plus grands noms de la miniature mondiale Mohamed Racim, alors que dans la galerie des bronzes, une imposante sculpture, dédiée au héros de la mythologie grecque Héraclès, happe tous les regards. Réalisée par Antoine Bourdelle (1861-1929) dans les années 1910, «Héraclès archer» s'inspire d'un des douze travaux d'Héraclès et a été installée avant de finaliser la construction des murs.

Deux géants de la peinture algériennes se partagent un espace d'exposition avec des peintures d'Asie centrale, Mhamed Issiakhem (1928-1985) et le peintre du signe Mohamed Khadda (1930-1991). A eux deux, ils représentent les fondements de la peinture algérienne contemporaine, avec une «*éclosion du signe*» (...) et une «*récupération des bruns, des roux, des ocres et des bleus de sa terre*», écrivait Jean Sénac sur les œuvres de Khadda.

«La mendicante» de Mhamed Issiakhem réconcilie le visiteur avec une peinture algérienne profondément ancrée dans la terre, la souffrance et la mère.

Petits musées dans le musée

En plus de cette collection, une bibliothèque riche de plus de 10 000 ouvrages dédiés à l'histoire de l'art, à l'archéologie, aux arts et à l'architecture, est également ouverte à la demande. Inaugurée en 1942, elle conserve son mobilier d'origine.

Dans cette bibliothèque, dont le plus ancien ouvrage remonte au XVIII^e, les livres sont rangés dans des meubles hauts, comportant des escaliers et des échelles en bois.

Autre petit musée, le «Cabinet des estampes». Baptisé également salle Mohamed-Racim, il renferme 1 500 œuvres sur papier (esquisses, documents, manuscrits,...) qui font l'objet d'un effort de conservation particulier dans les laboratoires du musée.

D'autres salles sont également réservées au courant orientaliste et proposent des œuvres de peintres de renom à l'instar de Eugène Delacroix, de Hippolyte Lazerger ou encore les dernières acquisitions du musée, signées Etienne Dinet.

Le musée offre également aux visiteurs, en plus de la terrasse, des espaces de détente dans une végétation luxuriante et invite ses hôtes à continuer ce parcours en regagnant la grotte Cervantès et le jardin d'essai au pied de ce haut lieu de la culture.

A. S./APS

Fête de la musique

Le duo italien «Alterno» en concert à Alger

«**D**uo Alterno», un ensemble italien de musique de chambre composé du pianiste Riccardo Piacentini et de la soprano Tiziana Scandaletti, a animé, jeudi à Alger, un concert à l'occasion de la Fête internationale de la musique. Organisé par l'Institut culturel italien en Algérie, le concert accueilli à l'auditorium de la Radio algérienne, était une occasion pour cet ensemble spécialisé dans la musique classique du XX^e siècle et contemporaine, pour revisiter des œuvres de compositeurs universels.

Riccardo Piacentini et Tiziana Scandaletti ont déroulé un répertoire (Chansons en rose) d'une dizaine de pièces, enrichi par de «photos-songs» mises en relation avec le répertoire italien contemporain. Le duo a rendu hommage, à cette occasion, à

des compositrices italiennes telles Silvana Copperi, Sonia Bo et Rossela Spinosa, entre autres, ressuscitées à travers des extraits enregistrés par le duo et composés par Riccardo.

Inspirées de la vie quotidienne à l'issue du séjour des membres du duo à Alger, ces compositions «Photos-songs» de Riccardo donnent du son à des images prises dans des lieux

populaires de la capitale.

«C'est une sorte de reportage de paysages sonores qui s'entremêlent musicalement», explique ce pianiste-compositeur qui se produit pour la deuxième fois en Algérie, après son premier concert en 2016.

«Duo Alterno» a fait ses débuts en 1997 au Festival de musique contemporaine italienne de Vancouver, où il a donné

des concerts et des master-class pour des étudiants en musique.

L'ensemble, considéré comme un des repères les plus importants du répertoire voix-piano des œuvres de compositeurs contemporains et du XX^e siècle, a joué sur de nombreuses scènes internationales notamment en Argentine, Belgique et Autriche et en plus des festivals en Italie. Des compositeurs de

renom à l'image d'Ennio Morricone et Giacomo Manzoni ont écrit des pièces pour Tiziana Scandaletti et Riccardo Piacentini, diplômés en interprétation vocale et en composition et piano, respectivement.

Le Duo Alterno compte à son actif une vingtaine d'albums notamment «La voix contemporaine en Italie», sorti en 2013.

Racim C.

Mort de Philippe Zdar du duo Cassius

Un homme solaire à l'ombre des studios

Moitié du duo Cassius, réalisateur artistique pour «Phaenix», «Cat Power» ou les «Beastie Boys», le producteur français est mort à la suite d'une chute accidentelle.

La fête de la musique est finie avant d'avoir commencé. Ce jeudi 20 juin, au petit matin, la nouvelle nous a mis KO debout : le producteur Philippe Cerboneschi, dit «Zdar»,

est mort. Il avait 52 ans. Dans la soirée de mercredi, «il a fait une chute accidentelle, par la fenêtre d'un étage élevé d'un immeuble parisien», a déclaré à l'AFP sans plus de précisions Sébastien Farran, le manager du groupe Cassius, composé de Zdar et Hubert Blanc-Francard. Huit ans après la chute fatale (déjà) de DJ Medhi, le milieu de l'électro

perd l'un de ses membres les plus importants et l'un des plus sympathiques.

Resté dans l'ombre d'un autre duo, Daft Punk, Cassius a œuvré pour la reconnaissance de la scène électro française à l'international, ce qui a valu Zdar le titre de Chevalier des Arts et des Lettres.

R. C.



Groupe A
L'Égypte domine le Zimbabwe et lance idéalement sa CAN



SURVOLTÉE en première période, plus gestionnaire après la pause, l'Égypte a assuré l'essentiel pour dompter le Zimbabwe et commencer comme il se doit la CAN devant son public.

On appelle ça du contrôle. De la maîtrise de soi. Quand on inaugure une compétition majeure sur ses terres, il vaut mieux avoir autre chose que du jus de crâne dans la caboche. Ça tombe bien, l'Égypte avait ce qu'il fallait dans le ciboulot pour ouvrir sans trembler la CAN sur son terrain, au Caire. Un but d'Hassan Trezeguet en première période, un second acte maîtrisé et voilà les Pharaons joliment lancés dans un tournoi qu'ils abordent en grand favori.

Chauffée à blanc par son public, l'Égypte commence sa CAN en envoyant tout de suite du gros son qui tache dans les baffes du stade international du Caire. Énergés comme un fan de métal au milieu d'un pogo, les Pharaons galopent dans tous les sens et bombardent de centres la surface zimbabwéenne. Said, Mohsen et Trezeguet ont tour à tour l'occasion d'ouvrir le score, mais se cassent à chaque fois les chicos sur Sibanda, qui a décidé de ne pas se laisser faire couper le sifflet par la cacophonie de frappes égyptiennes. Frustrée, l'Égypte passe alors de plus en plus volontiers le micro à Salah, qui fout un boxon monstrueux sur son aile droite. Insuffisant, néanmoins, pour zigouiller des Warriors coura-

geux. Aphones en début de rencontre, les ouailles de Sunday Chidzambwa se décomplexent petit à petit, dans le sillage de Karuru, leur numéro dix, qui se met à piloter la fanfare des siens. Le Zimbabwe commence enfin à pousser sa petite chansonnette, mais Hassan Trezeguet en a rapidement par-dessus les oreilles. L'ailier de Kasimpasa fait le ménage sur son côté gauche, avant de balancer une frappe enroulée parfaitement travaillée dans les filets de Sibanda.

La fête est finie

Pourtant, le Zimbabwe n'arrête pas de se secouer les miches, prouvant qu'il lui reste quelques jolies notes coincées dans le gosier. Les Warriors y mettent du rythme et des trippes, mais le tout est terni par un ensemble encore trop brouillon de passes imprécises et de mouvements à contre-temps. L'Égypte, beaucoup plus studieuse, joue une partition moins enlevée qu'en première période, contrôle son affaire, et seul Salah, lancé en profondeur dans la surface, manquera vraiment de doubler la mise, d'une frappe au droit. Pas très funky, mais ça, les gars de Javier Aguirre Onaindia s'en tamponnent. Ce succès minimaliste leur permet de lancer dans les règles de l'art la CAN sur leurs terres. Et d'aborder l'esprit tranquille leur prochain match, face à la République démocratique du Congo, le mercredi 26 juin.

Une cérémonie haute en couleur

LA 32^e édition de la Coupe d'Afrique des nations de football CAN-2019 (21 juin à 19 juillet) a été lancée officiellement ce vendredi, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture tenue au mythique stade du Caire devant plus de 80 000 spectateurs. Le jour J est arrivé pour le plus grand rendez-vous footballistique du continent sous sa nouvelle formule, puisqu'il se jouera pour la première fois en présence de 24 nations au lieu de 16, et en période d'été. L'Égypte qui a remplacé au pied levé le Cameroun, dont la candidature a été recalée par la CAF en raison du retard accusé dans les travaux des infrastructures devant abriter le tournoi, s'est engagée à relever le défi, en annonçant la couleur sur le plan organisationnel avec cette cérémonie d'ouverture haute en couleur. Il est vrai que l'Égypte a pris goût à organiser la CAN pour avoir déjà été le pays hôte dans les années 1959, 1974, 1986, et 2006. «Bienvenue en Égypte», c'est autour

de ce thème que le grand spectacle a eu lieu. Musique égyptienne et africaine, des chorégraphies et des costumes représentatifs de la terre des «Pharaons» ont permis au large public présent d'admirer des scènes très rythmées. Le spectacle a été assuré par le chanteur égyptien Hakim, considéré comme l'une des figures artistiques les plus connues en Égypte. Il a été accompagné par le Nigérian Femi Kuti et l'Ivoirienne Dobet Gnahoré. Eu égard de la diversité linguistique en Afrique, chaque chanteur a chanté dans sa propre langue : arabe, français, anglais, ce qui a donné à cette cérémonie une saveur particulière. Le show qui a duré près de 20 minutes, a été précédé par un discours prononcé par le président de la Confédération africaine de football (CAF), le Malgache Ahmad Ahmad, avant de céder la parole au président égyptien Abdelفتاح Al-Sissi qui a annoncé l'ouverture officielle de la compétition.

CAN 2019/Algérie-Kenya ce soir à 21h

Les Verts pour un démarrage en trombe



■ La sélection nationale algérienne aborde ce soir, au stade international du Caire, son premier match pour le compte de la première journée du groupe C face au Kenya.



Par Mahfoud M.

Les Verts accordent une très grande importance à la première journée de la phase des poules, étant donné que la victoire lors de ce match donnera une assurance supplémentaire au groupe qui continuera donc avec un moral à pointer. Le coach Belmadi n'a, certes, pas beaucoup d'informations sur l'adversaire du jour, le Kenya, mais comptera sur l'abnégation de ses joueurs qui se donneront à fond pour tenter d'aller le plus loin possible et décrocher un premier succès qui sera très important pour la suite. Le sélectionneur des Verts a déjà

une idée sur la manière dont il jouera, sachant qu'il a déjà l'effectif dans sa tête. Il devrait reconduire le même groupe que celui aligné lors du dernier match amical face au Mali, remporté sur le score de (3/2). Ainsi, les Attal, Farès, Mendi et Benlamri seront reconduits en défense, alors qu'il comptera sur le duo Benacer-Feghouli pour le milieu défensif, et Brahimi et Mahrez seront dans l'animation. Belaïli et Bounedjah seront en attaque avec une possibilité de faire jouer aussi Delort comme deuxième attaquant. L'essentiel pour Belmadi est de bien aborder cette rencontre et ne pas perdre le Kenya de haut, surtout que le football africain a

beaucoup évolué et cet adversaire peut créer la surprise. Il faut savoir que l'Algérie avait raté à plusieurs reprises l'entame de la CAN comme ce fut le cas en 2010, où elle avait été battue par la modeste équipe du Malawi sur le score de (3/0). L'EN ne veut surtout pas revivre le même scénario et se donnera à fond pour tenter de l'emporter et prendre option pour la qualification avant les deux autres rencontres face à la Tanzanie et le Sénégal. Il s'agira de se donner à fond et de prendre de court cette équipe du Kenya qui ne se présentera pas en victime expiatoire.

M. M.

Belmadi et Mahrez dans une conférence de presse

«On va tout donner face au Kenya»

Le sélectionneur national, Djamel Belmadi et l'attaquant vedette de l'EN, Riad Mahrez, ont tenu hier une conférence de presse dans leur camp de préparation pour parler du match qui opposera l'EN au Kenya ce soir au stade du Caire.

De prime abord, le sélectionneur des Verts indiquera qu'il laisse le rôle de favori à d'autres coachs. «Je pense que pour être favori, il faut l'avoir gagnée au moins une fois hors de nos terres. On est sortis au premier tour en 2017, nous n'avons pas disputé la dernière de 2014. Rien ne fait de nous les favoris», a indiqué l'ancien joueur de l'OM. Le premier responsable du staff technique indique qu'il faut bien démarrer la CAN avec ce match face au Kenya pour éviter le scénario des CAN précédentes. «Je vous mentirai si je vous disais du match face au Malawi en 2010 (défaite 3-0). Il n'y a pas besoin de se souvenir de ce match pour faire attention au premier match. En 2017 on a mal débuté, il n'y a plus de petites équipes. Ya qu'à voir le Zimbabwe hier», a-t-il souligné. De son côté, l'attaquant de Manchester City, Mahrez, avoue qu'il ne connaît pas assez son adversaire du jour, le Kenya. «On ne connaît pas bien le

Kenya, on n'a jamais joué contre eux mais on a vu beaucoup de vidéos, on a joué des équipes similaires. On est à J-1, on va tout donner», a-t-il souligné. Parlant de la star kenyane Winyama, il dira que c'est un très bon joueur mais que l'EN ne sera pas focalisée uniquement sur lui. «Il y a d'autres joueurs qui ont des qualités dans l'équipe du Kenya», a-t-il relevé. Pour ce qui est du brassard de capitaine, il avouera qu'il est prêt à assumer cette responsabilité, disant : «Il faut être leader sur et en dehors du terrain, je vais l'assumer». «On a toujours la pression parce qu'on joue pour le pays. Moi je ne rentre pas dans le jeu de savoir qui est un grand joueur ou ballon d'or africain. Je fais partie d'un collectif, le plus important c'est l'équipe», a-t-il souligné tout en ajoutant que l'EN aurait pu gagner la CAN aussi en 2015 et 2017.

M. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Dette supposée du club

L'USM Alger dément les informations «totalement erronées»

LE CLUB de l'USM Alger, Ligue 1 de football, a dénoncé hier des commentaires de presse «totalement erronés» attribuant à la formation algéroise des dettes avoisinant les 4 milliards DA. «Déclarer que la SSPA/USMA est endettée pour 400 milliards de centimes (ndlr, 4 milliards DA) est une grave faute professionnelle faite pour nuire aux intérêts moraux, sportifs et financiers de l'USM Alger», indique un communiqué de l'assemblée générale de la SSPA/USMA, publié sur sa page officielle Facebook. Selon la même source, «un certain nombre d'articles de presse ont été sciemment rédigés pour nuire à l'USMA à travers la diffusion d'informations comptables totalement erronés, notamment quant à la dette supposée de la SSPA/USMA». A cet effet,

l'Assemblée générale des actionnaires de la SSPA/USMA précise que ses comptes «sont tenus conformément à la loi et à la réglementation et remis systématiquement à tous les actionnaires ainsi qu'aux administrations concernées de l'Etat». L'USM Alger, champion d'Algérie en titre, a annoncé récemment l'ouverture du capital social de l'USM Alger, dont l'actionnaire majoritaire est le président directeur-général de l'entreprise de travaux publics (ETRHB), Ali Haddad. L'annonce de l'ouverture du capital a été faite le 18 juin dernier par deux membres de l'ETRHB, chargés pour cela par Ali Haddad, en marge de l'Assemblée générale ordinaire du club qui devait se tenir mardi dernier, avant d'être reportée à hier.

(APS)

Concours national d'endurance à Oran

Les cavaliers du club Hacienda de Blida s'illustrent

LES CAVALIERS du club équestre «Hacienda» de Blida se sont distingués au concours national d'endurance mémorial «Mustapha-Tayeb-Metidji», disputé vendredi à la jumenterie d'El Kerma à Oran. Les cavaliers du club équestre Hacienda de Beni Tamou ont nettement dominé cette épreuve sur une distance de 40 km, destinée aux jeunes cavaliers de 14 ans et plus, enfourchant des chevaux âgés de 5 ans et plus, en raflant les trois premières places du podium par Chanchan Samir, Djib Mohamed et Hrimed Mohamed. Le niveau technique de la compétition est jugé appréciable, selon le délégué vétérinaire, Ahmed Bouakkaz. Cette première course d'endurance organisée à Oran a été marquée par la remise du trophée aux vainqueurs, ainsi que le lancement

d'une opération de plantation de plants d'arbres de cèdre, lors d'une cérémonie qui s'est déroulée en présence de membres de la Fédération équestre algérienne et de plusieurs personnalités sportives. Cette compétition de sports équestres d'une journée, organisée à la mémoire du regretté Mustapha Tayeb Metidji par le club «Cavalier d'Oran» en collaboration avec la Fédération équestre algérienne, a vu la participation de 25 cavaliers des clubs «El Assil» de Skikda, «Hacienda» de Blida, club hippique de Relizane, centre équestre «Emir Abdelkader» de Tiaret et l'association sportive équestre et de loisirs de la commune de Tiaret (ASELCT), association «Ribat El-Kheil» de Tiaret et club Haras «El-Mesk» de Tiaret.

Racim S.

Sidi-Saïd quitte l'UGTA après 20 ans de règne



Loumis

Djalou@hotmail.com

M'sila

Fermeture de deux carrières d'extraction de sable des oueds

■ Deux carrières d'extraction de sable des oueds, localisées dans la commune de Khobana à M'sila, ont été fermées, a indiqué hier la cellule de communication de la wilaya.

Par Farid G.

La fermeture de ces deux sablières, qui s'ajoute à celle des cinq autres carrières d'extraction de sable des oueds à Boussaâda et Tamsa, avait été annoncée au début du mois en cours, a précisé la même source, détaillant que la décision de fermeture était dictée par «le non-respect des cahiers des charges fixant les quantités de sable à extraire et

les superficies à exploiter». La décision de fermer ces sablières intervient suite à la publication d'un rapport par une commission chargée du suivi et de l'évaluation de ce dossier et son impact sur l'environnement dans la région sud de la wilaya, où est localisée la totalité de ces carrières, a-t-on noté. La cellule de communication de la wilaya a mis en avant l'importance de protéger l'environnement dans la région du Hodna et de veiller

au respect des conditions d'exploitation de ses richesses, assurant que les services de la wilaya de M'sila veilleront à satisfaire les demandes en matière de sable des oueds, exprimées dans le cadre des chantiers de réalisation des projets publics et privés. A l'issue de la décision de fermeture de ces sept sablières, le nombre de carrières d'extraction de sable actuellement en service s'élève à sept, a-t-on indiqué.

F. G./APS

Mostaganem

Un trentenaire se noie au niveau d'une zone rocheuse non surveillée

Un trentenaire a trouvé la mort par noyade au niveau d'une zone rocheuse non surveillée de la commune de Sidi Lakhdar (50 km à l'est de Mostaganem), a-t-on appris hier auprès des services de la Protection civile.

La victime, âgée de 39 ans et originaire d'Oran, s'est noyée

vendredi dans une zone rocheuse non surveillée située entre la plage de Kef Lasfer et le Petit port, à l'est de la commune de Sidi Lakhdar. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont sauvé, le même jour, quatre autres baigneurs d'une mort certaine. Ceux-ci n'avaient pas res-

pecté les consignes de sécurité et l'interdiction de se baigner compte tenu de l'état fortement agité de la mer (drapeau rouge).

Ce cas de noyade est le cinquième du genre sur la côte mostaganémoise depuis l'ouverture de la saison estivale, rappelle-t-on.

M. O.

Assainissement du foncier industriel à Tipasa

Récupération de plus de 50 assiettes foncières

Les autorités de Tipasa ont récupéré 54 assiettes foncières dans le cadre d'une importante campagne visant l'assainissement du foncier industriel attribué à des investisseurs irrespectueux de leurs engagements à concrétiser leurs projets, selon l'annonce faite, hier, par le wali. «La commission de suivi de l'investissement a engagé une campagne en vue de l'assainissement de la situation d'un foncier industriel de près de 23 ha, englobant 98 projets dans divers domaines d'activités», a indiqué à l'APS Mohamed Bouchama. Dans ce sillage, le chef de l'exécutif a procédé, durant la semaine passée, à la signature d'arrêtés pour la résiliation de six actes de concession relatifs à des projets d'investissements non concrétisés, sur un total de 31 projets en cours d'annulation. L'opération a permis la récupération d'un foncier de 11 461 M², est-il précisé. Les six projets dont les

contrats ont été résiliés, sont relatifs à la création d'un espace de détente et de loisirs, l'agroalimentaire, la fabrication de couches, deux cliniques médicales et enfin un projet de conditionnement de produits agricoles. Toujours selon M. Bouchama, cette campagne d'assainissement englobe 31 projets (touristiques, agricoles et de services entre autres), repartis sur une surface de 38 522 M², dont les promoteurs ont bénéficié, ces dernières années, d'actes de concession, sans pour autant respecter leurs engagements liés notamment au versement des droits de location et au lancement de leurs travaux de concrétisation, a expliqué le wali. Une action est en cours, a-t-il ajouté, en vue de l'annulation des 25 projets restants, sur les 31 sus cités. Des mises en demeure ont été émises pour la 2^e fois à l'encontre de leurs promoteurs, avant de prendre la décision administrative d'an-

nullation les concernant, conformément à l'article 48 de la loi de finances 2015 fixant l'activité de la commission de wilaya de suivi de l'investissement. Concernant le foncier dont les promoteurs ont obtenu leurs actes de propriété, le wali a fait part de la récupération, à ce jour, des assiettes de 48 projets, par voie de justice (tribunal administratif), soit une assiette globale de 40 097 M², a-t-il fait savoir. Le wali Mohamed Bouchama, qui a affirmé la «poursuite de la campagne d'assainissement du foncier industriel local», n'a pas manqué de lancer un appel aux «investisseurs sérieux» en vue de «se rapprocher» des services de la wilaya pour investir à Tipasa, disposant actuellement, selon lui, de 54 assiettes foncières prêtes à l'accueil d'investissements, dont certaines implantées à l'intérieur de zones d'activités proches des réseaux autoroutiers, a-t-il précisé.

Mahi Y.